



Société  
**La confusion des genres**

**Jacques Barou**

DANS **L'ÉCOLE DES PARENTS 2014/2 N° 607**, PAGES 34 À 36  
ÉDITIONS **ÉRÈS**

ISSN 0424-2238

DOI 10.3917/epar.607.0034

Date de mise en ligne : 21/12/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents-2014-2-page-34?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour érès.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Jacques Barou

Chercheur  
au laboratoire Pacte,  
à Grenoble (CNRS).

**COMMENT  
EXPLIQUER QUE  
DES AVANCÉES  
POUR LES  
FEMMES SOIENT  
ASSIMILÉES  
À DES FACTEURS  
DE DÉCLIN ?**

Société

# LA CONFUSION DES GENRES

Les études de genre, pourtant porteuses d'une dynamique émancipatrice, sont rejetées par une partie des Français. Pourquoi ?

« **O**n ne naît pas femme, on le devient. » Cette phrase, écrite en 1949 par Simone de Beauvoir à la première page de son livre, *Le deuxième sexe*<sup>1</sup>, résume de manière remarquablement synthétique ce que l'on appellera plus tard, à tort, la « théorie du genre ». Par cette simple formule, la philosophe distingue déjà implicitement le sexe, qui est une donnée biologique, du genre, qui est une construction sociale et culturelle. Une distinction qui vaut également pour l'homme, d'ailleurs. Si l'ouvrage, condamné entre autres par le Vatican, créa la polémique, il n'en connut pas moins un extraordinaire succès éditorial, et fut vendu à des centaines de milliers d'exemplaires dans le monde, dès sa parution. Preuve qu'il correspondait à l'attente du public des sociétés occidentales, au-delà des cercles d'intellectuels progressistes et des milieux féministes. Comment expliquer qu'un certain nombre de vérités affirmées dans cet essai, reçues alors comme pertinentes par une grande partie de l'opinion, provoquent soixante ans plus tard autant de dénis, d'incompréhensions, voire de rejets violents ? Comment expliquer que certaines conquêtes féminines et humaines de la seconde moitié du

XX<sup>e</sup> siècle soient aujourd'hui assimilées à des facteurs de déclin ? Parmi les foules qui vitupèrent contre la soi-disant « théorie du genre » – ou plutôt contre ce qu'elles croient en savoir –, on note un nombre élevé de femmes qui, pourtant, ont été les principales bénéficiaires des avancées sociétales de l'époque.

La domination masculine étant largement répandue dans la plupart des sociétés, comme de nombreuses études anthropologiques l'ont démontré<sup>2</sup>, il aurait été logique qu'elle soit remise en question partout, à un rythme et sous des formes différents. Ce combat suscite pourtant des réactions très hostiles, depuis quelques temps. En France, on constate un raidissement par rapport aux études de genre, perçues par certains comme une théorie abstraite et utopique, sans lien avec les valeurs partagées par le plus grand nombre. Le projet de loi sur le mariage pour tous est sans doute l'élément qui a mis le feu aux poudres. Curieusement, ce même projet n'a pas entraîné de telles protestations en Espagne et au Portugal, pays pourtant réputés conservateurs sous l'angle des mœurs. La loi sur le mariage homosexuel a été adoptée en 2005 par l'Espagne. Dans un sondage précédant le vote, 66 % des citoyens s'y

étaient montrés favorables. Le Portugal, en 2010, a été le huitième pays au monde à le légaliser.

En France, le fait que cette loi soit proposée par un gouvernement impopulaire, et déconsidéré pour son incapacité à améliorer les conditions de vie des gens, a joué en sa défaveur. Mais on aurait tort de réduire les mouvements de protestation à leur seule dimension politique. Ils expriment aussi le désarroi et la crispation d'une frange importante de la société, dont la composition a changé ces dernières années. Une part conséquente des populations françaises issues de l'immigration, entre autres, qui, tout en adhérant aux valeurs de gauche correspondant à leur condition sociale, restent influencées, en matière de mœurs, par leur culture d'origine, et qui acceptent mal les changements touchant à l'ordre social, souvent confondu avec l'ordre moral. De nombreux catholiques, de toutes conditions, se sont joints à eux au nom de la défense de la famille – une alliance improbable –, et divers nostalgiques de l'ordre patriarcal.

Il y a aussi, dans cette histoire, une dimension d'incompréhension entre les élites et le peuple. La théorie serait l'affaire des élites, accusées à tort, par ceux qui maîtrisent

1. *Le deuxième sexe, tome 1 : Les faits et les mythes*, éd. Gallimard, 1949.

2. Lire, entre autres, *La domination masculine*, de Pierre Bourdieu, Editions du Seuil, 1998.



## Et ailleurs ?

Les réactions hostiles aux débats européens sur le genre, en Russie, en Afrique subsaharienne et dans le monde musulman notamment, sont surtout le fait des pouvoirs en place, souvent de nature totalitaire. Pour eux, les identités de genre doivent se confondre avec les identités sexuelles, et demeurer figées. Dans l'Iran des mollahs, l'homosexualité est punie de mort et les transgenres se voient imposer une opération de changement de sexe. Les choses rentrent ainsi dans la norme, et l'ordre créé par Dieu reste stable.

Du côté des populations, les choses se révèlent plus complexes. Certaines d'entre elles admettent facilement la mobilité des identités de genre, et intègrent des catégories transgenres. Alors que certains chefs d'états africains vitupèrent contre l'homosexualité, considérée comme un vice importé par le colonialisme, des travaux anthropologiques montrent que les pratiques homosexuelles ont toujours existé en Afrique, et que les groupes transgenres y sont relativement bien acceptés. Ainsi, chez les Luba de l'ancien Zaïre, les *bitesha* refusent leur condition d'hommes, s'habillent en femmes et n'effectuent aucun travail masculin<sup>1</sup>. Les Quimbandas, en Angola, portent également des vêtements féminins, et pratiquent l'homosexualité. Leur grand-prêtre, le *Ganga-Ya-Chibanda*, procède aux sacrifices rituels habillé en femme, se fait appeler « la grand-mère », et peut se permettre toutes les excentricités<sup>2</sup>. Chez les Nuer, au Soudan, une femme stérile devient un « homme » à partir d'un certain âge. Elle peut alors épouser une jeune femme, qu'elle autorise à avoir des relations avec des partenaires de rencontre, et devient le père de ses enfants<sup>3</sup>. Cette pratique se retrouve dans d'autres sociétés africaines, au Nigéria et au Kenya, entre autres.

Ces diverses mobilités transgenres, assorties ou non de pratiques homosexuelles, attestent que dans des

sociétés considérées comme proches de la nature, il n'existe pas de soumission systématique à un ordre prétendument « naturel », définissant de façon rigide les identités de genre et les rapports entre les sexes.

L'intolérance d'un certain nombre de leaders politiques et religieux africains aujourd'hui repose, paradoxalement, sur une conception occidentale conservatrice de la question du genre. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les premiers explorateurs de l'Afrique, influencés par le mythe du « bon sauvage », ont considéré ce continent comme une zone préservée des perversions sexuelles, présentes dans leur propre société en déclin, car trop éloignée de la nature. Par la suite, des observateurs plus en contact avec les réalités ont décrit une grande diversité de comportements de genre et de pratiques sexuelles, qui ont horrifié les missionnaires. Pour convaincre ces populations d'adopter un comportement conforme à la morale, ils ont présenté ces pratiques comme des déviances, sans voir qu'elles s'appuyaient sur des organisations sociales, avec une forte capacité intégratrice.

La situation actuelle, elle aussi, est le signe d'une régression. Les changements que vivent ces sociétés, dans des conditions bien plus dures que les nôtres, sont une source d'inquiétude, et incitent certains à se tourner vers un ordre figé : une construction idéologique sans racines avec le passé et qui exclut les caractéristiques propres des cultures concernées.

J. B.

1. *Boy-Wives and Female Husbands. Studies in African Homosexualities*, de S. O. Murray, W. Roscoe, St Martin's Press, 2001.

2. « Ganga-Ya-Chibanda », de J. B. Labat, in *Boy-Wives and Female Husbands*, op cit.

3. *Kinship and Marriage among the Nuer*, de E. E. Evans-Pritchard, Oxford University Press, 1951.

## LES RÉACTIONS ANTI-GENRE EXPRIMENT UN DÉSARROI FACE À DES CHANGEMENTS DE SOCIÉTÉ ENGAGÉS DANS LES FAITS DEPUIS LONGTEMPS

➤ moins les concepts, de vouloir reconstruire la société selon leurs principes, en l'occurrence de faire entrer dans les pratiques scolaires la soi-disant « théorie du genre ». La référence aux études sur le genre, à l'occasion du lancement des ABCD de l'égalité en novembre 2013 a eu des effets désastreux sur la compréhension des objectifs gouvernementaux. Le dispositif, pourtant, était exclusivement destiné à lutter contre les stéréotypes sexués. Les familles l'auraient parfaitement admis, s'il n'avait pas été précédé par le vote de la loi sur le mariage pour tous, par les projets d'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de même sexe et par les débats autour de la gestation pour autrui (GPA). Le contexte explique ces réactions disproportionnées.

### La menace de l'anomie sociale

Les familles, par ailleurs manipulées, redoutaient que leurs enfants soient incités à choisir eux-mêmes leur sexe social, et à se comporter sans référence à leur sexe biologique. Cette « confusion des genres », à l'origine des rumeurs les plus délirantes (l'école allait apprendre aux élèves à se masturber...), et des réactions d'opposition envers l'Éducation nationale, a débouché sur la création d'un collectif, « La journée de retrait de l'école », en janvier 2014. Le fait que cette initiative ait été portée par Farida Belghoul, ex-icône du mouvement « beur » des années 1980, alors en quête d'égalité et de liberté, en dit long sur la déstabilisation d'une partie de l'opinion publique, et sur les appréhensions suscitées par un projet de loi sur la famille qui, pourtant, se contentait de prendre en compte les réalités de la famille d'aujourd'hui (il sera finalement retiré en février).

Car la famille a évolué sans que la « théorie » y soit pour grand-chose. La crise économique et sociale, les difficultés de la vie quotidienne, l'impact du chômage sur les rôles traditionnellement dévolus aux femmes et aux hommes, l'incertitude sur l'avenir : tout cela a eu des effets bien plus destructeurs sur la structure familiale que les idées émancipatrices, surtout dans les milieux vulnérables. Face aux transformations subies, il est tentant d'idéaliser un modèle associé dans les mémoires à une période de stabilité heureuse : celui de la famille nucléaire des années de prospérité, où père et mère jouaient un rôle éducatif bien défini vis-à-vis de leurs enfants, en harmonie avec l'école et avec la plupart des institutions éducatives. Il est aussi tentant de désigner un coupable parmi les présumés lobbies, accusés de vouloir reconstruire la société, en s'appuyant sur leur proximité avec les élites au pouvoir pour obtenir gain de cause. En réalité, les mœurs individuelles et les structures familiales n'ont pas attendu la loi pour se transformer, accentuant la diversité des parcours individuels et des comportements sociaux. Mais la législation leur donne davantage de visibilité. Certains le vivent comme un progrès, d'autres, pour lesquels diversité rime avec instabilité, comme une menace.

Le mariage, de moins en moins choisi et de plus en plus fragile, reste un repère, une norme. L'ouvrir aux personnes de même sexe affaiblit son sens même si, dans l'absolu, il s'agit d'une avancée en termes d'égalité et de liberté. Derrière l'atteinte à ce premier repère, on peut imaginer que d'autres disparaîtront à leur tour. D'où l'apparition d'un phénomène

baptisé par le sociologue Émile Durkheim « *terreur anomique* » : l'angoisse suscitée par la disparition des normes régissant les rapports sociaux ouvrirait un espace destructeur pour le « vivre ensemble »<sup>3</sup>.

Toutes les périodes de mutations sociales ont entraîné semblables réactions. En autorisant le divorce et en modifiant les règles d'héritage dans un sens plus égalitaire, la Révolution française a inspiré un certain nombre de réactions visant à restaurer un ordre familial ancien défini comme « naturel ». Louis de Bonald (1754-1840), qui parvient à faire interdire à nouveau le divorce en 1816, en est le principal théoricien. Pour lui, cet ordre familial, avec des rôles de genre figés, est garant de l'équilibre de la société. Sa vision inspirera Marthe Borély (1880-1955)<sup>4</sup>, théoricienne de l'antiféminisme. Pour elle, le « génie féminin » implique de se cantonner à la sphère domestique, pour lutter contre le déclin français qui s'exprime, entre autres, par la dénatalité : sujet d'angoisse sociale pendant l'entre-deux-guerres.

Les mouvements récents, qui s'en prennent avec violence à l'ouverture du mariage aux couples homosexuels, et à ses éventuels prolongements en matière de droit de la famille, ne peuvent se réduire à de simples réactions homophobes ou sexistes, même s'il s'agit d'une de leurs composantes. Ils expriment avant tout un désarroi face à des transformations sociétales, engagées dans les faits depuis longtemps. La fameuse « théorie du genre », pourtant porteuse d'une grande dynamique émancipatrice, est de ce fait perçue comme une menace supplémentaire, vis-à-vis de repères auxquels on s'accroche pour faire société. ■

3. *De la division du travail social* (1893), éd. PUF, 2007.

4. Auteure de *La décadence de l'amour*, Éditions de la renaissance du livre, 1925.